

Les Politiques Culturelles en Colombie et les Acteurs Locaux*

Las políticas culturales en Colombia y los actores locales

*Miriam Dermer Wódnicky***

*Fecha de recepción: 9 /02/2015
Fecha de aprobación: 20 /04/2015*

Résumé

La Colombie est un des pays ayant dû gérer la tension entre les sphères commerciale et culturelle. L'article porte sur les politiques culturelles en Colombie et les définitions de la culture des acteurs locaux. On part des questions suivantes: quel est le discours sur les politiques culturelles de la Colombie et de la politique de la diversité culturelle et quelles sont les définitions des acteurs locaux sur la culture, la diversité culturelle et le débat commerce-culture? L'on constate qu'il y a des différentes définitions sur la diversité culturelle à partir des acteurs locaux. C'est pour l'antérieur que l'on aborde des acteurs locaux tel que l'État colombien, les indigènes, les afro-descendants, la coalition colombienne pour la diversité culturelle. La conclusion est que les grands enjeux de la diversité culturelle sont la «gestion» de la

* La révision du français a été faite par Veronique Prenovost, maitre en relation internationale de l'UQAM. Artículo de investigación científica que aborda el tema de las políticas culturales en Colombia desde una aproximación a la diversidad cultural del país.

** Politóloga de la Universidad Nacional de Colombia y candidata a Maestría en Relaciones Internacionales, Cooperación y Desarrollo de la Universidad de Quebec en Montreal. Profesora de la Universidad de San Buenaventura, sede Bogotá. Correo electrónico: mdermerw@gmail.com.

diversité culturelle en lien avec l'exploitation des ressources naturelles et de la consultation préalable des communautés ciblées relativement aux décisions concernant les territoires communs. En d'autres mots, la gestion des tensions entre les secteurs commerciaux et culturels. Certains auteurs pensent que la culture fait partie des produits commerciaux. Alors que d'autres exposent que la culture est différente des autres biens et services, car il porte des identités et des valeurs.

Mot clés

Diversité culturelle, politique culturelle, Colombie, l'échelle interne, enjeux commerce-culture.

Resumen

Colombia es uno de los países que ha tenido que resolver la tensión entre las esferas comerciales y la cultura. Algunos autores consideran que la cultura es parte de los productos que se debería liberalizar en los tratados de libre comercio, mientras que otros piensan que la cultura es diferente a los otros bienes y servicios, porque es portadora de identidades, valores y construye las naciones. El artículo trata sobre las políticas culturales en Colombia y las definiciones de la cultura desde los actores locales. Partimos de las siguientes preguntas: ¿Cuál es el discurso sobre las políticas culturales de Colombia y de la política de la diversidad cultural y cuáles son las definiciones de los actores locales sobre la cultura, la diversidad y sobre el debate entre comercio y cultura? Se constata que hay diferentes definiciones sobre la diversidad cultural a partir de los actores locales. Por lo anterior se abordarán los siguientes: el Estado colombiano, los indígenas, los afrodescendientes, y la coalición colombiana por la diversidad cultural. La conclusión del artículo es que los grandes debates de la diversidad cultural se dan en la «gestión» de dicho concepto en relación con la explotación de los recursos naturales del país y las consultas previas a las comunidades. En

otras palabras, la gestión del debate entre los sectores con perspectiva comercial y los culturales.

Palabras Clave

Diversidad cultural, política cultural, Colombia, nivel interno, debate comercio-cultura.

Introduction

La Colombie est un des pays ayant dû gérer la tension entre les sphères commerciale et culturelle. Elle y est parvenue grâce à deux éléments à l'échelle interne. Premièrement, la Colombie a créé un ensemble des politiques culturelles au XIX siècle. Ces politiques, qui ont été mises en application au cours du XX et du XXI siècle, ont empêché l'ouverture complète du secteur culturel. En dépit de son processus de libéralisation commerciale et de sa participation aux accords de libre-échange, la Colombie a développé des politiques culturelles complètes. On trouve, dans cet ensemble de politiques culturelles, une conception particulière de la culture, de la politique culturelle et de la diversité, que l'on va développer dans ce article-là. Le deuxième élément est le travail effectué par la coalition colombienne pour la diversité culturelle visant à inclure une réserve du secteur culturel dans les négociations des accords de libre-échange surtout avec les États-Unis, principal défenseur de l'ouverture et de la participation de ce secteur. La coalition colombienne a participé aux cycles de négociation des accords de libre-échange, en plus de mettre de la pression auprès du gouvernement colombien. Ce sont ces deux éléments que nous allons analyser tout au long de ce chapitre.

Cet article se divise en trois parties. *Dans la première partie, on traitera des politiques culturelles.* L'idée est d'observer s'il existe des modèles de politiques culturelles. Plus spécifiquement, on se intéressera au type ainsi qu'au modèle dont il est question en Colombie?

Dans la seconde partie, on aborde les enjeux spécifiques à la Colombie et les choix opérés par le gouvernement. On prend une attention particulière à la manière dont le modèle adopté reflète les besoins culturels des populations et comment il répond ou non aux principaux problèmes du secteur culturel en Colombie. De plus, on examine la politique culturelle du pays, pour ensuite y analyser les problématiques associées.

Finalement, la troisième partie conclue avec l'analyse de la participation de la société civile dans le processus de formulation de la politique de diversité culturelle en Colombie. Concernant la diversité culturelle en Colombie, L'on interroge d'abord sur le concept de «diversité» à partir de différents acteurs colombiens. Par exemple, comment l'État colombien, la coalition pour la diversité culturelle et L'UNESCO comprennent-ils la diversité culturelle et comment est-il possible de discerner des ressemblances entre les différentes compréhensions?, on questionne à propos des arguments utilisés afin de défendre la diversité culturelle. On essaiera de répondre à deux groupes de questions à savoir: 1) Quels sont les arguments des groupes de pression ouvrant dans le domaine de la culture en Colombie et de la coalition colombienne pour la diversité culturelle pour défendre la diversité?; 2) Quelle a été la participation de la société civile dans le cadre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles DE L'UNESCO? Finalement, on analyse l'influence des groupes de pression relativement à la politique de la diversité culturelle et la définition accordée aux concepts entourant la diversité culturelle.

En résumé: L'on abordera trois sujets dans cet article. D'abord le modèle colombien relatif aux politiques culturelles à partir des théories et des pratiques. Ensuite, les enjeux en Colombie et les choix opérés par le gouvernement et finalement la participation de la société civile colombienne à la Convention.

Développement du plan

Les divers modèles de politiques culturelles

Le but de cette section est d'analyser les modèles de politiques culturelles existantes. Pour ce faire, il faut d'abord expliciter les différents modèles à partir de la littérature sur le sujet. Selon la littérature consultée, il existerait deux manières de concevoir les politiques culturelles. La première perspective, présentée par Élodie Marie Bordat, soutient que c'est l'État qui caractérise les différentes conceptions sur les politiques culturelles. La seconde perspective, tirée des écrits de Patricia Wise, soutient que c'est à partir des notions de développement que le modèle de politiques culturelles est déterminé. L'opense que pour parvenir à analyser la politique culturelle de la Colombie, il est nécessaire de décortiquer ces deux modèles de politiques.

La perspective du rôle étatique considère que selon le pays donné, l'objectif de la politique, le financement, la dynamique de la politique, les standards artistiques et le statut de l'artiste, il serait possible de déterminer le type de politiques et d'intervention étatique dans le champs de la culture. Selon Bordat, il existe quatre modèles dépendamment du rôle joué par l'État :

*The Facilitator State*¹ (illustrated by the USA) funds art through tax exemptions and donations. Its objective is to promote diversity. The artistic trends promoted depend on the tastes of the donors and the status of the artist depends on its economic success in the market. *The Patron State* exemplified by the UK, supports arts thanks to an 'arm's length' arts council. This council decides on the amounts to be allocated, but not on the beneficiaries. Trustees appointed by the government head this council. Its objectives are to promote 'standards of professional artistic excellence' (Chartrand and McCaughey 1989). The policy dynamic of the Patron State responds to the form of art promoted by the artistic community. *The Architect State* funds art through a Ministry of Culture as in France. Bureaucrats make decisions concerning artists' funding. Supporting culture is considered one of the

1 Souligné par l'auteure.

social welfare objectives of the State. It does not support professional standards but ‘art that meets community’ (Chartrand and McCaughey 1989). The economic status of the artist depends on government funding and not on box office. Mexican cultural policy is close to this model. Finally, *the Engineer State* (illustrated by the Soviet Union) ‘owns all the means of artistic production’ (Chartrand and McCaughey 1989). Funding decisions are made by politicians to artists whose works reflect official party lines. In Latin America, we can find different adaptations of the Architect State model: ministry, sub secretariat, council, etc. (...) In such models, State action can be normative, direct and/or indirect (Nivón Bolán 2006). A normative intervention manifests itself by regulation and legislation, it can have diverse goals: development (tax exemptions), reorganization (artistic education) or prohibition (forbidding certain uses of heritage). Through indirect action, the State fulfils its redistributive function and reaches distant artistic centres. Direct action is justified by legitimacy and prestige that come along with the distribution of cultural goods. (Bordat, 2013, pp. 223-225).

En ce qui concerne la seconde manière d’analyser les modèles de politiques culturelles, d’après Wise, il existe une certaine tension entre deux éléments. Selon cette auteure, les modèles de politiques culturelles dépendent de notre conception du développement et des espaces géographiques :

Lisanne Gibson calls “the competing discourses of ‘cultural rights’ versus ‘the arts industry’” which have led to competing paradigms—a “cultural development” model and a “cultural industries” model (...) «One is “*cultural policy for economic development*”² which tends to be discursively related to questions of economic globalisation, post-industrial urban redevelopment and fostering the role of the creative industries in the economies of so-called “developing” countries (2) The other is “*cultural policy for socialdevelopment*” which is primarily interested in the “human” uses of culture, the globalisation of culture, and how cultural policy might assist in the preservation and promotion of national, regional and local cultures understood as part of identity formation. These policy directions frequently sit together but it is an uneasy relationship. (Wise, 2002, pp. 221-222).

Au regard de ces deux manières d’appréhender le développement d’un modèle de politiques culturelles, l’ontentera de dégager le modèle

2 Souligné par l’auteur.

d'État colombien et sa conception sous-jacente du développement. Pour ce faire, l'ondécrit les principaux enjeux émanant sur secteur culturel colombien pour déterminer si l'État colombien répond plus à un modèle de développement économique ou à un modèle de développement social relativement à sa politique culturelle.

Les enjeux en Colombie et les choix opérés par le gouvernement

Les politiques culturelles de la Colombie. La Constitution de 1991: la culture comme identité.

D'après Bravo et al. (2008), la décennie des années 1980 a été caractérisée par l'intensification du conflit entre l'État et les groupes gérant le trafic de stupéfiants ainsi que par un accroissement de la violence. On a trouvé l'initiation des persécutions systématiques des groupes politiques et la consolidation des paramilitarisme, phénomènes importants pour comprendre le difficile contexte de participation politique des acteurs locaux.

Dans ce contexte violent, le pays a convoqué une assemblée nationale constituée dans le but de reformuler la Constitution du pays. La Constitution colombienne de 1991, avec le gouvernement de César Gaviria à la tête de l'État, a été très importante pour le droit culturel.³ À partir de ce moment, la culture a représenté la construction de la mémoire d'un pays possédant d'importants besoins suite aux nombreux conflits internes l'ayant affligé.

Selon Bravo et al., les principes constitutionnels votés ont été amplifiés par la loi 397 relative à la culture adoptée en 1997, par le plan national de la culture 2001-2010 – «Vers la construction d'une citoyenneté démocratique et culturelle⁴»- ainsi que par le plan «*Visión Colombia II Centenario 2019*».

3 Traduction de l'auteur du texte de Bravo et al. (2008).

4 Traduction de l'auteur.

La loi régissant la culture : affirmation des droits culturels.

La loi 397 a été créée par le gouvernement de l'ex-président Ernesto Samper ainsi que par l'Institut colombien de culture (Colcultura).⁵ À partir de cette loi, Colcultura a travaillé en différentes régions de la Colombie:

La loi 397 de 1997 a adopté les principes et définitions sous-jacentes de la définition de la culture développée par la déclaration du Mexique sur les politiques culturelles de 1982.⁶ Cette définition comprend une perspective élargie, une perspective anthropologique, selon Bayardo et al.

La définition colombienne de la culture a évolué; sa conception antérieure était d'abord et avant tout élitiste, puis elle est devenue plus large et participative. La définition de la culture de Mondiacult (datant de 1982), représentant bien l'essence des politiques culturelles de la Colombie est la suivante:

La culture peut-être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. (UNESCO. Mondiacult, 1982, p.13).

Plan national de culture 2001-2010 Vers la construction d'une citoyenneté démocratique et culturelle.

Le plan national de la culture a eu un antécédent important. Il s'agit d'un projet dirigé par Juan Luis Mejía, qui a développé un type de 'mapping culturel'. D'après Bravo et al. - Mejía:

Avant la formulation de la loi relativement à la culture, le ministère de la culture, sous la direction de Juan Luis Mejía, avait effectué une proposition importante. Cette proposition n'a pas été développée complètement, mais les principes guidant le projet ont eu une répercussion importante pour le Plan national de la culture 2001-2010. Ce projet de Mejía nommé *Dialogues de nation (2000)* avait pour objectif de modifier les projets de

5 Traduction de l'auteur.

6 Colcultura a été l'antécédent du ministère de la Culture en Colombie.

construction de la nation émergeant des entrailles de la Colombie profonde, brisant le schéma centre-périphérie qui a fait l'objet de construction de l'État. (Bravo et al., 2008, p.14).

Le projet Dialogues de nation a été important si l'on considère le caractère centraliste de l'État colombien, où les régions ont été historiquement exclus du pouvoir et des grandes orientations sur les politiques publiques. C'est dans ce climat que le Plan national de la culture 2001-2010 a été conçu.

Le Plan national de la culture 2001-2010 a été créé par l'ex-président de la Colombie Andrés Pastrana et la ministre de la culture Araceli Morales, au cours d'un moment critique, c'est-à-dire lors de la négociation puis de la rupture des dialogues de paix avec les FARC. Le ministère de la culture a souhaité mettre en place un processus de dialogue régional où ont participé 540 régions colombiennes. Suite à ces rencontres, le ministère de la Culture a instauré le Forum national de la culture en 2000, avec la participation de la nouvelle ministre de la culture, Consuelo Araujo. Le plan national de la culture a été rédigé par le ministère de la Culture et le Conseil national de la culture en tenant compte de ces processus consultatifs régionaux et nationaux (Bravo, Bolivar et Jaramillo, 2008, pp. 14-15). Nous considérons que ce processus participatif est plus que nécessaire en Colombie afin de lutter contre l'exclusion historique de la société civile longtemps justifiée par la violence y ayant cours. Le plan «*Visión Colombia II Centenario 2019*» est née dans ce même esprit.

Visión Colombia II Centenario 2019

D'après Bravo et al. (2008) le plan «*Visión Colombia II Centenario 2019*» a été créé en 2006. La proposition d'adopter un tel plan a été formulée par le gouvernement national et a été largement discutée par le Conseil national de la culture, la communauté académique et «avec la participation élargie et diverse de la société civile dans le dessin de politiques, et suivi sur les plans et programmes et la

participation active des citoyennes dans les processus de soutenance de la culture⁷⁷ (Bravo, Bolivar et Jaramillo, 2008, pp.17-18). Tel que mentionné précédemment, L'apport du plan *Vision Colombia II Centenario 2019* a développé les bases constitutionnelles de la politique culturelle en Colombie avec l'intention d'inclure la participation de la société civile. L'on passera maintenant à la description synthétique des politiques culturelles en Colombie mais plus particulièrement à la exposition sur la politique de la diversité culturelle.

Les politiques culturelles de la Colombie

Le ministère de la culture de la Colombie a défini les politiques culturelles comme étant “les définitions du pays pour orienter les processus et les actions dans le champ culturel, à travers de la concertation et de la participation active de l'État, les acteurs privés, la société civile et les groupes communautaires, pour répondre avec créativité aux besoins culturels de la société⁷⁸ (Ministère de la culture, 2010, p.32). En ce sens, l'État colombien a développé vingt-trois politiques culturelles qui ont été classées en six sections. La première section décrit les politiques relatives aux arts, en particulier les politiques concernant les arts visuels, la littérature, le théâtre, la danse, la musique et l'éducation artistique. La deuxième section présente les politiques sur le patrimoine culturel, le patrimoine immatériel, les musées, les archives, la diversité ethnolinguistique, la diversité culturelle et le tourisme culturel. La troisième section trace le portrait des politiques sur la lecture et les bibliothèques, la communication, la culture numérique, le cinéma, et les industries culturelles. La quatrième section expose les politiques de concertation, les incitatifs à la culture et l'infrastructure culturelle. La cinquième section offre une perspective sur la politique de gestion internationale de

7 Traduction de l'auteur.

8 Ídem.

la culture. Finalement, la sixième section expose la politique sur les maisons de la culture.

La politique de la diversité culturelle

La Colombie est un pays caractérisée par sa grande diversité culturelle. Selon le recensement de 2005, il y a 84 peuples indigènes répartis sur 704 territoires collectifs nommés comme *resguardos*⁹. La population afro-colombienne constitue plus de dix pourcent de la population nationale et aussi il existe des communautés roms. Tel que mentionné précédemment, plus d'une soixaine de langues sont parlées en Colombie. (Ministère de la Culture 2010, p.371). En ce sens, la politique de la diversité culturelle vise certaines communautés ethno-linguistiques, tel que les peuples indigènes, la communauté afro-colombienne, les «*palenqueros*»¹⁰ et «*raizales*»¹¹, le peuple roms ainsi que d'autres groupes vivant en situation de vulnérabilité (femmes monoparentales, jeunes et enfants). Même si ces communautés ethno-linguistiques sont priorisés par la politique de la diversité culturelle, d'autres groupes de populations visés.

La politique de la diversité culturelle contient deux axes: la politique pour les peuples indigènes et la politique pour la communauté

9 Le resguardo est une institution coloniale. Le resguardo «est caractérisé comme une ensemble des terres. L'originalité du système, ce est que sur la zone respective a été interdit la vente de terrains, la création d'un régime sui generis, type de discrimination, qui a été prolongée sous forme d'une politique de la population clairement qui empêchait la mixte espagnole et indienne et métisse et noirs. Magnus Morner indique cette intention dans les termes suivants: «Le resguardo avait comme une de ses principales fonctions est de séparer les groupes ethniques indigènes étrangers»». (Banque de la République de la Colombie, s.d, <http://www.banrepcultural.org/node/19177>). Actuellement le *resguardo* est la terre collectif des peuples indigènes protégé par la Constitution nationale dans son chapitre 63.

10 Il y a 1.9 % des régions de la Colombie avec de la présence des communautés '*palenqueras*'.

11 D'après le ministère de la culture de la Colombie Le peuple '*raizal*' est le premier groupe ethnique qui a vit à l'île de San Andrés et Santa Catalina, avant de la naissance de l'État colombien. Ses origines sont les afro-descendants établit au Caribes pendant le période la conquête et postérieur colonisation pour la part de l'Angleterre. Actuellement la population '*raizal*' vivent dans le département de San Andrés et Santa Catalina –de 72 km²– il y a 30 110 personnes selon le département nationale de statistique de 2005. Il y a un 2.1 % de régions de la Colombie avec de la présence de population '*raizal*'.

afro-colombienne. En ce qui a trait au premier axe de politique, l'objectif est le renforcement des droits culturels des indigènes ainsi que la sauvegarde de son patrimoine culturel. En clair, le but est la reconnaissance des valeurs ces communautés, des manifestations culturelles ainsi que de ces efforts pour la construction de la nation en Colombie. Les principales lignes d'action de cet axe de politique est la gestion culturelle, la protection de l'intégrité des peuples en situation de vulnérabilité ou déplacés, le développement normatif, la promotion des langues indigènes, la communication interculturelle et la protection des sites sacrés.

En ce qui concerne le deuxième axe de politique, à savoir la politique de la diversité culturelle pour les peuples afros-colombiens, l'objectif est similaire dans la mesure où il vise aussi le renforcement des droits culturels ainsi que la sauvegarde du patrimoine de peuple afro-colombien. Cet axe de la politique vise aussi la reconnaissance du rôle de cette communauté dans la construction de la nation colombienne. Conséquemment, les principales lignes d'action sont la gestion culturelle, le renforcement de la mémoire historique, la promotion des langues des peuples *raizales* et les *palenqueros*, la communication interculturelle, la prévention de la discrimination sociale, la protection de l'intégrité culturelle des communautés afros-colombiennes (spécialement les peuples ruraux ou la population en risqué de déplacement), le développement normatif, l'intégration régionale et la coopération avec les pays de l'Afrique. Malgré tout, le contenu de la politique de la diversité culturelle il apparaît problématique puisqu'elle ne prend en compte que certaines communautés vulnérables et marginalisées.

Ici se termine la brève description des objectifs et des orientations de la politique culturelle colombienne. L'onabordera maintenant le modèle d'analyse de la politique culturelle en Colombie et l'analyse du secteur et de tensions y subsistant.

Analyse du modèle de politiques culturelles en Colombie : le type d'État et le modèle de développement

La première question à laquelle l'on voudrait répondre dans cette partie du texte est: en observant sa politique culturelle, quel type d'État représente la Colombie? L'ontentera aussi de répondre à la question suivante: quel genre de modèle de développement culturel caractérise la Colombie? L'on tentera de répondre à ces deux questions à partir des modèles de politiques culturelles de Wise et Bordat ainsi qu'à partir des caractéristiques des politiques culturelles de la Colombie. L'on commencera avec le type d'État de la Colombie. D'après cet article, le rôle de l'État dans la sphère culturelle de la Colombie est l'architecte. En premier lieu, l'État modèle a été la France. Nous savons que la France a été importante et a même influencé la création du ministère de la culture en Colombie en 1997. En ce qui a trait aux objectifs de politiques, il est aussi possible de trouver une influence de l'État *'facilitator'* dans la mesure où le but de ces politiques est le bien commun (objectif commun avec l'État architecte), mais aussi la diversité (but de l'État *'facilitator'*).

En deuxième lieu, en ce qui a trait au financement, il est aussi possible de percevoir certains éléments de l'État architecte puisque ce sont le ministère de la culture (à partir du budget de la nation), les organismes régionaux¹² et autres ressources publiques¹³ qui ont la responsabilité de promouvoir la culture en Colombie. En troisième lieu, le financement de la culture est à partir du budget de l'État.

En ce qui concerne le type de développement découlant de la politique culturelle de la Colombie, il est possible de constater la présence d'éléments des deux modèles existant, c'est-à-dire le modèle de développement culturel et le modèle des industries culturelles. En effet, la Colombie défend les droits culturels, mais aussi les indus-

12 Nous expliquerons la structure du secteur culturelle (nationale et régionale) au chapitre 3.

13 Un timbre pour la culture des organismes régionaux responsables.

tries culturelles. En d'autres mots, si la Colombie est caractérisée par la présence d'un État protégeant et promouvant le développement culturel et social, elle est aussi caractérisée par la présence d'un ministère de la culture comprenant l'importance du secteur culturel comme vecteur de développement économique. En ce sens, grâce à son système national d'informations culturelles (Sinic), le ministère de la culture de la Colombie considère que:

La culture, qui est en train de devenir un moteur important de l'économie et du développement de la Colombie (à son tour essentiel afin de promouvoir la diversité) est l'une des principales moteurs sociaux dans le pays.

En ce sens, analyser l'impact économique de la culture est essentielle pour la formulation et l'évaluation des politiques culturelles ainsi que dans la prise de décision des agents, même si le secteur culturel ne peut pas être traité comme les autres, dans la mesure où il a aussi certains impacts sociaux immatériels, qui prévalent sur d'autres aspects et qui sont souvent difficilement quantifiables (Sinic)¹⁴.

L'introduction de ces deux modèles est possible, mais problématique, et peut expliquer la position de la Colombie par rapport aux enjeux opposant la sphère commerciale à la sphère culturelle. L'on passera à l'analyse de ces problématiques et enjeux qui découlent des deux modèles de développement.

Problématiques du secteur culturel de la Colombie

D'après Bravo et al. (2008), le principal problème du secteur culturel est le conflit colombien. Aux dires de ces auteurs ce conflit a plusieurs implications, dont «l'absence de l'État dans beaucoup de régions du pays [...] ainsi que la méconnaissance des droits de l'homme et surtout des droits culturels».¹⁵ (Bravo et al., 2008, pp.37). Toujours selon Bravo et al. il y a autres défis au sein du secteur culturel comme la création d'une politique pour les personnes

14 Traduction de l'auteur. Voir page web: <http://www.sinic.gov.co/SINIC/CuentaSatelite/Cuenta-Satelite.aspx?AREID=3&SECID=20>

15 Traduction de l'auteur.

en situation de déplacement, l'inclusion des domaines liés à l'enfance et à la jeunesse, la formation des acteurs et gestionnaires de la culture ainsi que l'évaluation du plan national de culture 2001-2010.

Néanmoins, on considère que le diagnostic du secteur culturel, de ses problèmes et des tensions y subsistant est incomplet et devrait plutôt être effectué à partir d'une cartographie culturelle. On observe que des politiques liées à la société dans sa diversité serait préférable, puisque la légitimité de ces politiques reposerait sur une discussion réelle autour des besoins, des problèmes, des désirs, des zones et des pratiques essentielles des peuples. En ce sens, il devient nécessaire de prendre en compte la composante «géographique» de la diversité et créer un urbanisme ou une ruralité de la culture.¹⁶ Tel que l'a affirmé Wise:

The discourses of cultural analysis, commentary and policy, even when positioning themselves as impelling fresh approaches, continue to rely on a proliferation of binarised terms and dichotomised frameworks (...) (My position) highlights the problems inherent in this and suggests an approach to analysing a complex "industry picture" based in some of the principles developed by Deleuze and Guattari. In particular, it explores the usefulness of notions of "smooth" and "striated" spaces, *and of understanding the differing processes of "tracing" and "mapping"*. It attempts to open thinking towards a *"pragmatics of context" for industry and policy analysis in the creative sector* (Wise, 2002, p.221)¹⁷.

On pense que la perspective de Wise manque dans l'analyse du secteur culturel en Colombie. D'un côté, il y a une grande diversité de groupes de pression et des espaces de participation en Colombie qui pourront influencer la politique culturelle.

16 Par Urbanisme et / ou la ruralité de la culture, on comprend dans ce mémoire, un concept ancré dans l'organisme de planification architecturale qui appelle les humains et leurs contextes sociaux. En ce sens et aux fins de ce mémoire, on entend par l'urbanisme et / ou la ruralité un 'mapping' des diverses pratiques culturelles qui favorisent la construction politique de ce domaine d'étude.

17 Souligné par l'auteure.

Conformément au ministère de la Culture¹⁸, au pays il existe un ensemble d'organisations culturelles, qui répondent aux dynamiques des secteurs et sous-secteurs reliés aux arts, aux pratiques culturelles et au patrimoine. Dans le champ des arts, le ministère dit qu'il y a des intérêts, des besoins et de propos des secteurs tels que le théâtre, la danse, la musique, les arts plastiques et visuels, la littérature, l'audiovisuelle et le cinéma. Ces secteurs ont des associations pour la création, la circulation, la formation et la recherche. En ce qui concerne le patrimoine, il y a des processus permanents des discussions et de concertation entre les organisations du patrimoine matériel et immatériel. La même chose arrive dans le cas des pratiques culturelles, où les groupes ethniques, les secteurs et les populations sociales développent des processus de gestion culturelle pour revendiquer leurs droits, l'expression de la diversité et de la mise en œuvre de l'action positive. Le Système national de la culture, le modèle de gouvernance culturelle créé par la loi 397 de 1997 (loi générale de la Culture) vise à reconnaître les acteurs et les organisations culturelles et à offrir des possibilités de participation où ils rencontrent les institutions culturelles pour conseiller dans la formulation politique culturelle, renforcer les processus d'organisation culturelle, surveiller la mise en œuvre des plans, programmes et projets et le contrôle social de l'investissement public dans la culture. Conformément au cadre réglementaire national, il devrait y avoir des conseils pour la culture, des arts et du patrimoine dans les 32 départements et 1102 régions (municipios) du pays. Au niveau national il existe des espaces de participation du système nationale de la culture: Le Conseil national de culture, le Conseil national du patrimoine, de cinématographie, de médias citoyennes et communautaires (il existe des conseils de culture dans chaque région du pays), un conseil national de langues natives, le conseil national du livre et la lecture, le Conseil national du musée, le Conseil national de théâtre, le Conseil national de musique, le Conseil national de littérature, le Conseil national des arts visuels, le Conseil national de danse (il existe des conseils nationaux de musées, de théâtre, de musique, de littérature, des arts visuels et de danse en chaque département du pays). (Ministère de la culture, 2014, s.p).

De l'autre côté, il y a des problèmes avec la participation de ces groupes dans la politique culturelle. Cela peut s'expliquer par la culture politique et la violence au sein du pays. Par exemple, il existe des processus régionaux de participation pour ces groupes dans la

18 Cette réponse nous l'avons trouvé pour droit de pétition de reinsegment fait en novembre 2014 avec le numero de réponse 14 231.

formulation et l'implémentation de la politique culturelle, mais il y a une absence de répercussions réelles. Aussi, la culture ne représente pas une priorité nationale et conséquemment, le secteur culturel s'est majoritairement constitué par lui-même et par les efforts des acteurs œuvrant au sein de ce secteur. Il ne faut pas ignorer le travail de l'État, mais la réalité c'est que la défense et la guerre en Colombie ont historiquement été la priorité. Un exemple que l'on connaît bien est le théâtre *La Candelaria*.¹⁹ Ce cas d'étude illustre très bien les problématiques réelles du secteur culturel: la lutte pour le droit à la culture, pour un espace de travail, pour le droit à la dramaturgie propre, pour le droit à la représentation de notre identité et pour le droit de réécrire l'histoire de la Colombie à partir du théâtre. L'organisation du secteur culturel colombien est complexe par la diversité des acteurs impliqués. On passera à l'analyse des ces acteurs.

Des choix clivants

Présentation des acteurs

Au sein du secteur culturel colombien, il existe des acteurs traditionnels comme l'État, les personnes œuvrant dans le domaine des arts visuels, de la littérature, du théâtre, de la danse, de la musique, de l'éducation artistique, du patrimoine, des musées, des archives, du tourisme culturel, de la cinématographie et les industries culturelles. Toutefois, il existe aussi des acteurs issus de la diversité culturelle tels que les Indigènes, les Afros-colombiens, les «*Palenqueros*», les «*Raizales*», le *Roms* et les groupes en situation de vulnérabilité en Colombie comme les mères monoparentales, les jeunes, les enfants et la coalition de la diversité culturelle. Pendant cette partie du cha-

19 Le théâtre *La Candelaria* est le pionnier du Nouveau théâtre national colombien et de la dramaturgie nationale. En plus nous le connaissons bien parce que ce le sujet d'étude de notre recherché à l'Université nationale de la Colombie. Pour plus d'information voir Dermer, Miriam. *El Teatro La Candelaria: una aproximación a los conceptos de teatro e identidad nacional*. 2005, Universidad Nacional de Colombia (Facultad de Derecho y Ciencia Política).

pitre, onvase concentrer sur des acteurs spécifiques comme l'État colombien, les Indigènes, les Afros-colombiens, la coalition pour la diversité culturelle de la Colombie et l'UNESCO. Plusieurs autres acteurs contribuent au secteur culturel, mais pour des raisons de synthèse et de contrainte d'espace, il serait plutôt difficile de tous les analyser à profondeur. Le choix des acteurs s'est opéré de manière relativement simple. On se concentre sur les groupes de pression de la politique de la diversité culturelle et on va voir les autres acteurs comme les grands défis.

Présentations des acteurs de la diversité culturelle

L'État colombien: C'est l'État colombien qui a défini les acteurs de la diversité culturelle. C'est aussi cet acteur qui a le pouvoir et la responsabilité de la formulation et de l'adoption des politiques culturelles. L'État colombien considère que ce sont les Indigènes et les Afros-colombiens qui sont les principaux acteurs de la politique de la diversité culturelle (sans ignorer l'existence des autres groupes). Au tableau suivant, nous présentons les principaux acteurs de la diversité culturelle d'après le gouvernement de la Colombie ainsi que leurs caractéristiques et problématiques principales.

Tableau présentation des deux axes de la politique de la diversité culturelle

Description	Indigènes	Afros-colombiens, Palenqueros ²⁰ et Raizales ²¹
Combien sont-ils par rapport à la totalité de la population colombienne?	87 peuples indigènes (3.4 % de la population du pays)	Ils représentent 4 533 951 d'habitants. Cela veut dire le 10.6 % de la population du pays.
Où vivent-ils?	— Orinoquia, Serranía del Baudó (occident du pays) et nord du Chocó, Sierra Nevada de Santa Marta, La Guajira dans la région Caribe, dans le Sud andin, département du Cauca, Huila jusqu'au Macizo Colombiano. Les communautés indigènes sont présentes au sein de 35.1 % des régions de la Colombie.	— Tout le territoire national; mais surtout dans les Caribes et Pacifique (Cali et Cartagene), Llanos orientaux, Orinoquia, Amazonia et Eje Cafetero. Les communautés afros-colombiennes sont présentes au sein de 34.3 % des régions de la Colombie.
Principales problématiques	-Pertes de ses territoires et de mécanismes de subordination économique et culturel imposées à ses communautés. -L'intégration économique du pays a produit des changements importants dans la vie des Indigènes: la violence et le trafic de stupéfiants sont présents au sein de ses territoires. Cela a engendré la migration et nombreux Indigènes vers les villes ainsi que le déplacement forcé et l'intensification des crises sociales internes.	est inférieure à la moyenne nationale. — Le revenu moyen par habitant représente un tiers du revenu national moyen par habitant (500\$ parmi les communautés afros-américaines et 1 500\$ en ce qui a trait à la moyenne nationale). — La qualité de l'enseignement secondaire que reçoivent les jeunes afro-colombiennes est inférieure de 40 %, par rapport à la moyenne nationale. — Au sein des départements du Pacifique colombien, sur cents jeunes afros-colombiens recevant leur diplôme d'éducation secondaire, seulement deux effectuent des études aux sein d'école d'études supérieures. — Environ 85 % des Afro-Colombiens vivent dans la pauvreté et la marginalisation, sans accès à tous les services publics de base.

20 Il y a 1.9 % des régions de la Colombie avec de la présence Les communautés 'palenqueras' sont présentes au sein de 1.9 % des régions de la Colombie.

21 D'après le ministère de la culture de la Colombie, le peuple 'raizal' est le premier groupe ethnique ayant vécu sur l'île de San Andrés et Santa Catalina, avant de la naissance de l'État colombien. Les origines de ce groupe ethnique sont liées à la présence d'Afros-colombiens établis aux Caraïbes pendant la période de la conquête puis de la colonisation anglaise. Actuellement la population 'raizal' vit dans le département de San Andrés et Santa Catalina. Cela représente un territoire de 72 km² au sein duquel vivent 30 110 personnes, en 2005, selon le département national de la statistique. La population "raizal" est établie au sein de 21 % des régions de la Colombie.

Source : Fait par l'auteure faite à partir de l'information du ministère de la Culture (2010) et (2013)²².

Coalition pour la diversité culturelle de la Colombie

La coalition colombienne pour la diversité culturelle a été créée en août 2004. Il s'agissait d'une initiative des organisations et des individus liés aux activités et aux industries culturelles de la Colombie, dans le but de promouvoir et défendre l'identité et la diversité culturelle colombienne, face aux négociations internationales de libre-échange et pour la promotion de l'adhésion et ratification de la Colombie aux traités internationaux portant sur divers sujets.²³ (Coalition colombienne pour la diversité culturelle, 2004).

Définitions et arguments

La problématique de cette recherche est liée aux définitions des notions de la «culture» et de la «diversité culturelle» dans le cadre de la mondialisation. Ces concepts s'avèrent être plus complexes si l'on observe les définitions de ces deux concepts à partir des acteurs de la diversité. Les acteurs de la diversité sont l'État colombien, la coalition pour la diversité culturelle de la Colombie, les acteurs de la diversité (comme Indigènes, Afros-colombiens, Roms, etc., les secteurs culturels) et l'UNESCO. D'après Luis Bonnet et Emmanuel Négrier face aux débats sur la signification de la diversité culturelle, ils ont dit que:

22 D'après le ministère de la culture de la Colombie, le peuple 'raizal' est le premier groupe ethnique ayant vécu sur l'île de San Andrés et Santa Catalina, avant de la naissance de l'État colombien. Les origines de ce groupe ethnique sont liés à la présence d'Afros-colombiens établis aux Caraïbes pendant la période de la conquête puis de la colonisation anglaise. Actuellement la population 'raizal' vit dans le département de San Andrés et Santa Catalina. Cela représente un territoire de 72 km² au sein duquel vivent 30 110 personnes, en 2005, selon le département national de la statistique. La population "raizal" est établie au sein de 21% des régions de la Colombie.

23 Voir la page web : <http://diversidadculturalcolombia.blogspot.com>

Since its emergence on the policy agenda in the beginning of the 1990s, the notion of cultural diversity has provoked debate (...) It is tied to the emergence of several other related notions which have evoked, in certain regional contexts, an analogous reality. The first is the notion of cultural exception. This has been asserted in the context of international economic negotiations (those of the General Agreement on Trade in Services and, later, the Multilateral Agreement on Investment during the 1990s). For the former, it concerns a bulwark against the pressures of the market by making the argument that culture must be excluded from the common rules according to the paradoxical formula: free exchange (...) Multiculturalism is the second concept related to diversity. It originated in North America in the 1970s with regard to the policy debate based on cultural and ethnic minorities (Taylor, 1992). Emerging from the conflicts between the partisans of total assimilation and those who supported a radically differentiated treatment of cultures within pluralistic nations (communitarianism), multiculturalism became the middle path, privileging respect for cultures while refusing the fragmentation of modern societies into as many norms as there are cultures. Here, there are again many differences as well as similarities with diversity. The notions of respect and plurality are held in common. However, critical multiculturalism (Bennet, 2001), with respect to traditional communitarianism, appears logically as a theory of change, while diversity implies that the current state of affairs must be preserved or protected. (Bonet et Négrier, 2011, p.579).

Dans ce contexte, l'on se questionne au sujet de la signification de la diversité culturelle à partir de l'État colombien, de la coalition pour la diversité culturelle de la Colombie et l'UNESCO. Le but est de déterminer s'il y a une correspondance des compréhensions entre les différents acteurs nationaux et internationaux.²⁴ On considère que même s'il y a des définitions différentes entre ses acteurs, la généralité des définitions fournie par la Convention de l'UNESCO peut encadrer les conceptions de l'État colombien et de la coalition colombienne pour la diversité culturelle.

Si l'on compare la politique de la Colombie avec la Convention de l'UNESCO de 2005, il est possible d'observer des similitudes et

24 Nous excluons les Indigènes et les Afros-colombiens de cette partie portant sur les définitions et arguments puisque cela se situe hors de la limite de notre problématique. Le sujet est tellement complexe qu'il constituerait un objet de recherche en soi.

des différences importantes. En ce qui a trait aux ressemblances, on en a identifié deux principales. D'abord, l'intention de ces deux instruments est de «réaffirmer le droit souverain des États d'adopter des politiques culturelles tout en assurant la libre circulation des idées et des œuvres» (CDC, 2013). La politique de la diversité culturelle de la Colombie et les politiques culturelles générales de ce pays visent l'atteinte de cet objectif. Ensuite, tant la politique colombienne que la Convention de l'UNESCO reconnaissent la nature spécifique de la culture comme porteuse d'identité, de valeurs et de sens.

Au sujet des différences subsistant entre la Convention de l'UNESCO et la politique de la diversité culturelle de la Colombie, l'on repère deux principaux points de rupture. En premier lieu, la Convention de l'UNESCO de 2005 est formulée de manière plutôt générale tandis que la formulation de la politique de la diversité culturelle colombienne est guidée par des populations spécifiques. En deuxième lieu, la Convention a pour objectif de faciliter la coopération culturelle internationale tandis que la politique de la Colombie ne s'y intéresse guère selon l'étude de ses lignes stratégiques. En Colombie, la politique s'intéressant au développement de la coopération internationale s'inscrit dans le cadre des politiques portant sur la gestion internationale de la culture. Cependant, c'est vraiment la différence de vision entourant le concept de «diversité culturelle» qui différencie ces acteurs.

Concepts de diversité culturelle

De l'État colombien

Selon l'État colombien, la diversité culturelle représente la protection et la promotion des droits culturels de certaines populations spécifiques. Plus spécifiquement, la politique étatique comprend deux axes: les mesures relatives aux peuples indigènes ainsi que celles relatives aux communautés afros-colombiennes.

La diversité culturelle d'après la coalition colombienne pour la diversité culturelle de la Colombie

Dans sa première déclaration le 9 août de 2004, la coalition colombienne pour la diversité culturelle a affirmé:

[La Coalition défend] le droit à la culture face aux grandes quantités des accords de libre-échanges. La coalition présente les asymétries qui existent dans le secteur culturel: tandis que le secteur culturel colombien génère environ 2,1 % de la richesse nationale, le secteur représente aux États-Unis 7,6 %. En même temps, la mondialisation a accéléré la concentration de la propriété des entreprises culturelles, dans la mesure où les grands monopoles se sont formés dans la production et la distribution de contenu, ce qui représente une menace pour l'une des valeurs fondamentales de l'humanité: la diversité culturelle. (Pour ces raisons, les devoirs de la coalition colombienne pour la diversité culturelle sont): — la recherche des réserves culturelles au sein des accords de libre-échange afin de garantir et de préserver la souveraineté, le droit à développer son identité et la possibilité de formuler et reformuler ses politiques culturelles. (Coalition de la diversité culturelle, 2004).

À partir de sa première déclaration, de son blogue et de la position qu'elle a exprimé au sein de divers médias, il est possible de déterminer la position de la coalition relativement aux enjeux commerciaux liés à la culture. En effet, la coalition comprend les concepts de «culture» et de «diversité culturelle» comme étant un fondement de l'identité colombienne ainsi que comme un ensemble de biens et de services différents des autres produits. Pourtant, sa position est d'exclure la discussion portant sur les liens entre commerce et culture des accords ou à tout le moins d'inclure le principe de réserve culturelle au sein des accords de libre-échange. D'après Silvia Amaya, représentante de la coalition colombienne pour la diversité culturelle, le secteur culturel colombien n'a jamais fait partie des négociations des accords de libre-échange relativement aux caractéristiques distinctives des produits culturels comparativement aux autres produits commerciaux. Selon Amaya, la culture en Colombie représente une expression culturelle et non pas un produit de divertissement. Amaya considère qu'il s'agit d'une différence de

conceptualisation importante entre les Colombiens et les Américains - qui considèrent la culture comme étant un ensemble de biens et de services de divertissement égaux aux autres produits (Amaya, 2011). Plus particulièrement selon Bernardo Jaramillo, autre représentant de la coalition colombienne pour la diversité culturelle, la plus grande menace envers la culture provient de la protection des contenus numériques.²⁵ D'après Jaramillo la culture actuelle se déplace vers le numérique. Cependant, il n'y a pas que les secteurs de la culture classique qui s'intéressent à la protection de la culture. Il y a aussi d'autres acteurs intéressés par la protection culturelle se positionnant contre ces accords commerciaux. Les accords de libre-échanges ont pour effet d'unir différents acteurs du secteur culturel. Un exemple intéressant est la préoccupation des entrepreneurs de la télévision colombienne dans ces négociations. Selon Fernando Gaitán,²⁶ les chaînes de télévision privées sont intéressées par la protection de leur industrie.²⁷ Aux dires de Dago Garcia,²⁸ une preuve de cette volonté de protection des entrepreneurs de la télévision colombienne est que d'un point de vue économique, il est préférable d'ouvrir la télévision aux émissions étrangères parce que la production d'un programme national représente l'investissement de sommes importantes. Malgré cela, les entrepreneurs œuvrant dans le milieu télévisuels ont pris la défense des politiques réglementant la télévision colombienne. L'enjeu de la diversité, pour la coalition colombienne, a servi d'outil permettant d'unir les différentes associations de la culture en concordance avec la définition de la Convention.

La définition de diversité culturelle de la Convention

25 Voir Contravia. (2011, 5 mai). *Contravia : TLC y cultura*. (Video Web diffusé). Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=YkLtdsC2IEM>

26 Fernando Gaitán est un librettiste d'une grande chaîne privée de télévision en Colombie, la chaîne *RCN*.

27 Voir Contravia. (2011, 5 mai). *Contravia : TLC y cultura*. (Video Web diffusé). Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=YkLtdsC2IEM>

28 Dago Garcia est un librettiste de l'autre grande chaîne privée de télévision en Colombie, la chaîne *Caracol Television*.

Conformément à la Convention la diversité culturelle définie dans son article 4 est:

La «diversité culturelle» renvoie à la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression. Ces expressions se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux. La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les formes variées à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis grâce à la variété des expressions culturelles, mais aussi à travers divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles, quels que soient les moyens et les technologies utilisés. (Unesco, 2005).

En résumé, il y existe diverses perspectives et représentations de ce qu'est la diversité, selon l'acteur consulté. Ces définitions ont des points en commun, mais aussi des points de rupture. D'après notre perspective, le véritable enjeu se situe au niveau de la participation de la société civile en Colombie. On va passer à l'analyse de ce thème.

La participation de la société civile en Colombie

Dans un pays aux prises depuis plusieurs années avec un conflit armé interne, les possibilités de participation de la société civile à la sphère politico-culturelle sont fortement amoindri par la présence de la violence. En Colombie, la majorité des droits politiques et civils sont respectés. Néanmoins, il reste encore beaucoup de travail à faire afin qu'une réelle atteinte des droits économiques, sociaux et culturels soit atteinte. De la même façon, des mesures incitatives favorisant la participation de la société civile au sein des divers processus politiques et sociaux devront éventuellement être privilégiés. D'après le rapport d'un ensemble des organisations sociales, académiques, syndicales et de droits de l'homme de la Colombie sur les droits économiques, sociaux et culturels:

Le niveau d'assurance relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en Colombie est loin d'atteindre les paramètres de jouissance réelle. La persistance de la malnutrition et l'insécurité alimentaire, les défi-

cits quantitatifs et qualitatifs en matière de logement, le taux élevé de jeunes en dehors du système d'éducation, la précarisation de la situation des personnes qui travaillent, en particulier les femmes, les inégalités du marché du travail institutionnalisées dans le système de santé et la persistance de pratiques discriminatoires contre les femmes, indigènes, afro et de la population LGBT montre la violation des droits de toute la population. (Plataforma colombiana de derechos humanos, democracia y desarrollo, 2009, p.17).

Neanmoins, il existe des moyennes de participation de la société civile dans le secteur culturelle et il sera intéressant d'observer le fonctionnement réel de la participation culturelle de la société civile colombienne dans le processus de la Convention. En ce sens, le CCD dit que:

L'article 7 des directives opérationnelles sur le partage de l'information et la transparence (article 9 de la Convention) prévoit que: Conformément à l'article 11 de la Convention et aux directives opérationnelles sur le rôle et la participation de la société civile, les Parties veillent à favoriser la participation de celle-ci à la préparation des rapports selon des modalités définies en concertation. Les rapports doivent faire état de la manière dont la société civile a participé à la préparation (...) Il sera intéressant de voir jusqu'à quel point les États Parties ont du succès à rejoindre une communauté plus large et à consolider toutes les réponses reçues. Ceci pourrait démontrer la nécessité de renouveler l'effort de communication puisque les réseaux existants ne peuvent évidemment pas prétendre représenter toute la société civile (...) La préoccupation première des groupes de la société civile est de savoir comment leur gouvernement a pris des mesures pour mettre en œuvre l'article 11 de la Convention. Dans plusieurs pays, le rôle de la société civile n'est pas pleinement reconnu ou encouragé, non seulement vis-à-vis de la Convention, mais d'une manière plus générale lorsque les politiques et mesures culturelles sont élaborées. Dans plusieurs régions du monde, les besoins les plus essentiels comme la reconnaissance du statut de l'artiste et le droit d'auteur ne sont pas comblés, non plus que le respect des droits fondamentaux. (CCD [CCD sf, pp. 1-3]).

On croit que cette situation est le cas de la Colombie pour sa circonstance précaire des droits économiques, sociaux et culturels. Pour comprendre bien la dynamique de la Colombie dans ce sens, on va voir les bonnes pratiques et les défis de ce pays sud-américain en ce qui concerne la Convention.

En ce qui a trait aux bonnes pratiques de la Colombie en relation à la Convention, d'après un document de Jordi Baltà et Friederike Kamm (2000), une initiative intéressante - le programme FOMECC. Le FOMECC c'est:

The FOMECC Programme, initiated by Interarts²⁹ along with local partners in Latin America and Africa, supports the development and sustainability of creative businesses in developing countries through training, professional guidance, awareness-raising and development services (...) The success of FOMECC can be perceived in its permanence and growth, as well as in its specific results. Until 2009, 169 business ideas had been submitted to FOMECC Colombia, of which 111 were admitted to the programme. Further, 67 entrepreneurial groups were receiving professional guidance and 20 new creative businesses were already in the process of being established. The programme is currently being implemented in different cities and regions in Latin America and Africa. Beginning in Guatemala in 2005, the programme was later implemented in Colombia, Senegal, Honduras and Peru, where they are still running. Incorporating new local partners widens the work of the programme and reaches new target groups. This happened in 2010, with the start of the third round of FOMECC in Colombia, thus showing that FOMECC can be easily expanded to or replicated in other countries within and beyond the existing project regions. (Balta et Kamm, 2000, pp. 85-86).

Il existe d'autres exemples de bonnes pratiques dans le cadre de la Convention. L'on pourrait analyser les manifestations de bonnes pratiques au sein de chacun des secteurs de la culture en Colombie.

29 The Promotion of Cultural and Creative Industries (FOMECC) is an initiative of Interarts, an independent non-profit organisation, based in Barcelona. FOMECC projects are currently being carried out in Colombia, Honduras, Peru and Senegal. Interarts started implementing them, in Guatemala in 2005, in cooperation with local agents, including local authorities, universities, creative professionals and civil society organisations, which ensured local ownership and cultural adequacy of the initiatives (...) Thus, FOMECC not only addresses aspects of cultural development, but also the areas of economy and trade (...) Founded in 1995 in Barcelona, Interarts is active in research and consultancy for the development of cultural policies (...) The programme is based on the principles that culture offers an incentive for social and economic development, and that cultural and creative industries have the potential to foster cultural diversity. The main objective is to strengthen and encourage cultural and creative industries and, in so doing, improve the economic and social environment and conditions in which the sector operates in the concerned countries. (Balta et Kamm, 2000, p.85).

Par exemple Sandra Velásquez Puerta analyse le secteur de la musique:

The initiative, led by the Musical Documentation Centre of the National library since 2003, complies with the intentions stated in the introduction of the Convention (...). In these cases, the Cartography has provided the opportunity to publish the characteristics of the eleven axes of traditional music that influence all music from the different regions in the country: from the music made on the islands and border music to interior music; from the Caribbean and the Pacific to the 54 traditional Music Festivals celebrated in Colombia (...) this geo-referenced information can be used for pedagogic purposes, research and disseminating the diversity of Colombian music (...). In relation to indigenous people, it is to highlight another information level ready to be published, aimed at disseminating the sounds and musical expressions of native cultures. In order to produce this content, the heads of the indigenous communities were trained in Information and Communication technologies, so that they themselves could publish and update the information (...). This fact represents personal and community benefits, since it contributes to reduce the digital and cultural gaps, an important aspect in Colombia where the average use of the internet is lower than other countries in Latin America. Regarding the objectives of the Cartography, on the one hand, there is interest in spreading and preserving the documentary musical patrimony, and on the other, recognition of the need to broaden the possibilities of contact for the population, so that there is a higher level of understanding and appropriation of the diversity of Colombian musical expressions (...). (Velazquez, 2000, p.119).

En Colombie, les ressources financières allouées au secteur culturel sont insuffisantes et freinent le développement de ce secteur. En ce qui a trait aux grands défis de la société civile en relation à la Convention, les enjeux ont clairement exposés par la Cour constitutionnelle de la Colombie dans le document T129-11 daté du 3 mars 2008. Le recours à la Cour constitutionnelle de la Colombie a été demandé par Oscar Carupia Domicó, Doralina Domicó y Rosa Domicó comme indigènes du resguardo *Chidima-Tolo y Pescadito* en Acandí (Chocó) et issue de la communauté indigène Embera Katio. Plusieurs facteurs ont motivé ce recours judiciaire. En effet, en 2001 ont été créés les *resguardos* indigènes *Chidima-Tolo y Pescadito*,

de la communauté *Embera-Katio*, en *Acanadí, Chocó*. Depuis lors, la communauté a souffert à multiples reprises d'invasions de leurs territoires ainsi que du pillage des ressources naturelles essentielles à la survie de la communauté. En particulier, le document développe les problématiques suivantes:

[I] le travail pour une route à travers les *resguardos*; [ii] le projet d'interconnexion électrique entre la Colombie et le Panama; [iii] les procédures de concession minière pour l'exploitation de l'or; et [iv] l'invasion illégale du territoire et le danger de déplacement forcé pour l'attente économique des travaux et projets. (Cour constitutionnelle de Colombie, 2008, pp. 5-6).

Conclusions

L'article a porté sur les politiques culturelles en Colombie et les définitions de la culture des acteurs locaux. La Colombie est un des pays ayant dû gérer la tension entre les sphères commerciale et culturelle. D'un point de vue commercial la Colombie a une ensemble des accords de libre-échange. L'approche de la Colombie dans le commerce vise à articuler les objectifs de développement du commerce avec la nécessité de traiter de manière particulière les questions touchant à la culture. La Colombie a développé le commerce à partir de treize accords de libre-échange qui sont en vigueur avec le Mexique, le triangle du Nord, la CAN, le CARICOM, le MERCOSUR, le Chili, l'EFTA, le Canada, les États-Unis, le Venezuela, le Cuba, le Nicaragua et l'Union européenne. Aussi, les pays sud-américains a mis en place la protection de la culture à partir d'un ensemble de politiques dans ce secteur qui est soumis à une protection à partir d'une constitution nationale.

Cet article se divise en trois parties. *Dans la première partie, on a traité des politiques culturelles*. L'idée a été d'observer s'il existe des modèles de politiques culturelles. Plus spécifiquement, on se intéressera au type ainsi qu'au modèle dont il est question en Colombie? Il y a deux facteurs internes pour avoir réussi à gérer l'enjeu entre

le commerce et la culture. Premièrement, la Colombie a créé un ensemble des politiques culturelles au XIX^e siècle. Ces politiques, qui ont été mises en application au cours du XX et du XXI siècle, ont empêché l'ouverture complète du secteur culturel. Le deuxième élément est le travail effectué par la coalition colombienne pour la diversité culturelle visant à inclure une réserve du secteur culturel dans les négociations des accords de libre-échange surtout avec les États-Unis, principal défenseur de l'ouverture et de la participation de ce secteur.

À partir de l'analyse des politiques culturelles, nous avons aussi vu que le type d'État de la Colombie ressort des modèles *de l'architecte et du facilitateur concernant le financement de la culture* (ministère de la culture) et pour l'objectif de politique-promotion de la diversité. En ce qui concerne *le type de développement* qui découle de la politique culturelle colombienne nous trouvons la présence des deux types de développement dans l'État colombien —*l'économique et le social*— d'où nous pouvons expliquer les tensions dans la manière dont la Colombie a géré à l'interne l'enjeu commerce-culture.

Dans la seconde partie, on a abordé les enjeux spécifiques à la Colombie et les choix opérés par le gouvernement. On a pris une attention particulière à la manière dont le modèle adopté reflète les besoins culturels des populations et comment il répond ou non aux principaux problèmes du secteur culturel en Colombie. De plus, on a examiné la politique culturelle du pays, pour ensuite y analyser les problématiques associées. Le principal problème du secteur est la violence qui a des conséquences négatives dans la participation de la société civile. En outre, il y a une absence de politique pour les personnes en situation de déplacement, pour l'enfance et la jeunesse, pour la formation des acteurs pour la gestion de la culture et un évaluation du plan national de culture 2001-2010. D'après notre recherche il manque aussi une cartographie culturelle pour préciser les besoins du secteur, ainsi que une réelle répercussion de la participation de la société civile dans le secteur. Nous considérons aussi que la culture ne représente pas une priorité nationale. Finalement en ce

qui concerne les concepts, Il y a un accord général sur le principe de la «diversité», mais il y a une cooptation de l'État colombien de la société civile parce que les significations de culture, de diversité et de l'enjeu-commerce culture change selon l'acteur.

L'État colombien architecte et facilitateur conçoit la culture et le commerce comme des concepts qui ne s'opposent pas et même utilise la culture pour avancer dans le commerce. La dynamique interne de l'État qui est controversée a présenté la culture à partir d'une idée de développement économique et en même temps social, d'où l'on explique les tensions entre l'**État colombien et sa société civile**.

Tandis que la coalition colombienne considère la culture comme une valeur liée à l'identité des peuples qui doit être protégée face au commerce international. Il y a d'autres tensions sociales dans la manière comme l'État colombien conçoit la diversité, par exemple croire que la diversité peut se réduire à des populations et à deux en particulier (indigènes et afro descendants).

L'État colombien a instrumentalisé la culture pour avancer dans le commerce. En autres mots, la culture a été la concession de la Colombie pour avoir des accords de libre-échange avec de différents pays comme les États-Unis et le Canada ou l'Union européenne.

Finalment, la troisième partie conclue avec l'analyse de la participation de la société civile dans le processus de formulation de la politique de diversité culturelle en Colombie. Concernant la diversité culturelle en Colombie, l'on a interrogé d'abord sur le concept de «diversité» à partir de différents acteurs colombiens. Par exemple, comment l'État colombien, la coalition pour la diversité culturelle et l'UNESCO comprennent-ils la diversité culturelle et comment est-il possible de discerner des ressemblances entre les différentes compréhensions?, on a questionné à propos des arguments utilisés afin de défendre la diversité culturelle. On a essayé de répondre à deux groupes de questions à savoir: 1) Quels sont les arguments des groupes de pression

ouvrant dans le domaine de la culture en Colombie et de la coalition colombienne pour la diversité culturelle pour défendre la diversité?; 2) Quelle a été la participation de la société civile dans le cadre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO? Finalement, on a analysé l'influence des groupes de pression relativement à la politique de la diversité culturelle et la définition accordée aux concepts entourant la diversité culturelle.

Dans un pays aux prises depuis plusieurs années avec un conflit armé interne, les possibilités de participation de la société civile à la sphère politico-culturelle sont fortement amoindri par la présence de la violence. En Colombie, la majorité des droits politiques et civils sont respectés. Néanmoins, il reste encore beaucoup de travail à faire afin qu'une réelle atteinte des droits économiques, sociaux et culturels soit atteinte. De la même façon, des mesures incitatives favorisant la participation de la société civile au sein des divers processus politiques et sociaux devront éventuellement être privilégiés.

En ce qui a trait aux grands défis de la société civile en relation à la Convention, les enjeux ont clairement exposés par la Cour constitutionnelle de la Colombie dans le document T129-11 daté du 3 mars 2008. Le document judiciaire produits par la Cour constitutionnelle-illustre la matérialisation des enjeux et des défis relatifs à la diversité culturelle. Il est ici question de la survie de communautés spécifiques menacées à la fois par le conflit et par l'exploitation de ressources naturelles. C'est d'ailleurs pour cela que nous estimons que d'après l'axe de la politique de la diversité culturelle, les communautés indigènes et afros-colombiennes représentent les populations les plus menacées et exclues au sein de la Colombie.

En résumé, les grands enjeux de la diversité culturelle sont la «gestion» de la diversité culturelle en lien avec l'exploitation des ressources naturelles et de la consultation préalable des communautés

ciblées relativement aux décisions concernant les territoires communs. En d'autres mots, la gestion des tensions dans le terrain entre les secteurs commerciaux et culturels.

LISTE DE RÉFÉRENCES

- Ruiz Fabri, H. (2004a). Analyse et commentaire critique de l'avant-projet de convention sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques dans la version soumise pour commentaires et observations aux gouvernements des États membres de l'UNESCO, étude réalisée pour l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, 1-36. Récupérer de http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Analyse_et_commentaire_av-projet_convention_protection_div_contenus_cult_et_expr_artistiques.pdf
- Gagné, G., Côté, R., & Deblock, C. (2004). *Les récents accords de libre-échange conclu par les États unis: Une menace à la diversité culturelle*. Montréal, Francia: Centre Études internationales et Mondialisation.
- Bernier, I., & Ruiz Fabri, H. (2004). Synthèse résumée des analyses et commentaires de Madame Ruiz-Fabri et de Monsieur Bernier sur l'avant-projet de Convention sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques. *Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF)*, 1-8. Récupérer de http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Synthese_resumee_analyses_et_commentaires_Ruiz-Fabri_Bernier.pdf
- Ruiz Fabri, H. (2005a). Analyse du texte consolidé d'avant-projet de convention sur la protection de la diversité des expressions culturelles établi par le Président de la Réunion intergouvernementale, note pour l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, 1-14. Récupérer de http://www.francophonie.org/IMG/pdf/analyse_texte_consolide_avant-projet_convention_protection_div_cult.pdf
- Ruiz Fabri, H. (2005b). Contre-argumentaire sur les critiques adressées au projet de convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, 1-2. Récupérer de http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Contre-argumentaire_critiques_projet_convention_protection_div_cult.pdf
- Ruiz Fabri, H. (2005c). État des négociations de la convention sur la protection de la diversité des expressions culturelles et perspectives pour la troisième session d'experts intergouvernementaux, note pour l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, 1-7. Récupérer de http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Etat_negociations_convention_protection_div_cult_et_perspectives_3e_session_d_experts.pdf

- Ruiz Fabri, H. (2004b). Le Rapport du PNUD sur la liberté culturelle : les mots et les conceptions, note établie pour le compte de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, 1-3. Récupérer de http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Rapport_du_PNUD_liberte_cult_-_mots_conceptions.pdf
- Alexander, J., & Steven, S. (1995). *Culture and Society: Contemporary Debates*. New York, United States: Press Syndicate of the University of Cambridge.
- Audet, C. (2010). Le rôle grandissant des organisations internationales dans le domaine de la culture. In D. Saint-Pierre, & C. Audet, (Dir.). *Tendances et défis des politiques culturelles: Cas nationaux en perspective* (pp. 345-385). Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.
- Baltà, J., & Kamm, F. (2000). Culture and Creativity for Social and Economic Growth the fomEcc Programme of the interarts foundation for the Promotion of cultural and creative industries in Colombia, Honduras, Peru and Senegal. In A. Sekhar, & A. Steinkamp, (Eds.). *Mapping cultural diversity. Good practices from around the globe: A Contribution to the Debate on the Implementation of the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions* (pp. 85-86). Bonn, Germany: German Commission for UNESCO, Asia-Europe Foundation.
- Benessaïeh, A. (2009). Multiculturalism, interculturality, transculturality. In A. Benessaïeh, (Dir.). *Transcultural Americas // Amériques transculturelles* (pp. 11-37). Ottawa, Canada: Presse de l'Université d'Ottawa.
- Benhamou, F., & Stéphanie, P. (2007). How should cultural diversity be measured? An application using the French publishing industry. *Journal of Cultural Economics*, 31, 85– 107. doi: 10.1007/s10824-007-9037-8
- Bernier, I. (2005). La négociation de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. *Canadian Yearbook of International Law* 43, 3-43. Récupérer de http://heinonline.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/HOL/Page?handle=hein.journals/cybil43&div=5&g_sent=1&collection=journals
- Bonet, L., & Négrier, E. (2011). The end(s) of national cultures? Cultural policy in the face of diversity. *International Journal of Cultural Policy*, 17(5), 574-589. doi: 10.1080/10286632.2010.550681
- Bordat, E. M. (2013). Institutionalization and change in cultural policy: CONACULTA and cultural policy in México (1988-2006). *International Journal of Cultural Policy*, 19(2), 222-248. doi: 10.1080/10286632.2011.638980

- Bouquillon, P., & Combes, Y. (2011). Introduction. In P. Bouquillon, & Y. Combes (Dirs.), *Diversité et industries culturelles* (pp. 7-22). Paris, France : L'Harmattan.
- Bravo, M. E., Bolívar, E., & Jaramillo, M. A. (Mayo de 2008). Políticas culturales y territorios en diálogo: Experiencias de formulación de políticas culturales en Colombia 2001-2020. En L. Rubim (Coor.), IV ENECULT- Encontro de Estudos Multidisciplinares em Cultura Faculdade de Comunicação/UFBA. Reunião em Salvador-Bahia, Brasil.
- Atkinson, D., & Bernier, I. (2000). Commerce international et diversité culturelle: la recherche d'un difficile équilibre. *Canadien Centre for Foreign Policy Development: Canada, Ontario, Ottawa; 6004.2F*, 1-34. Récupérer de <http://publications.gc.ca/collections/Collection/E2-256-2000F.pdf>
- Chan-Tibergien, J. (2007). Cultural diversity as resistance to neoliberal globalization: The emergence of a global movement and Convention. *International Review of Education*, 52,(1/2), 89-105. doi : 10.1007/s11159-005-5606-2
- Contravía. (12 de mayo de 2011). TLC y Cultura. [Mensaje en un blog]. Recuperado de <https://www.youtube.com/watch?v=YkLtdsC2IEM>
- Coalition colombien de la diversité culturelle. (2004). La Declaración de agosto 19 de 2004. Primera declaracion. Récupérer de <http://diversidadculturalcolombia.blogspot.com>
- Coalition de la diversité culturelle. (2005). Declaracion de Buenos Aires. Récupérer de <http://www.cdc-ccd.org/Comite-international-de-liaison>
- Coalition de la diversité culturelle. (2009). I Encuentro de coaliciones del Mercosur- diversidad cultural. Récupérer de <http://www.cdc-ccd.org/Comite-international-de-liaison>
- Fédération Internationale des Coalitions pour la Diversité Culturelle – FICDC. (2012). *La convention de L'UNESCO sur la promotion de la diversité des expressions culturelles: Un combat pour la culture, votre combat*. Montréal, Canada: L'UNESCO.
- Fédération internationale des coalitions pour la Diversité Culturelle – FICDC. (s.d.). À la séance d'échange sur: Promouvoir une gouvernance inclusive de la culture: le rôle de la société civile dans les rapports périodiques quadriennaux. Récupérer de <http://www.cdc-ccd.org/Comite-international-de-liaison>
- Corte Constitucional Colombiana. (2008). Sentencia T129-11. Recuperado de <http://www.corteconstitucional.gov.co/relatoria/2011/t-129-11.htm>
- Cowen, T. (2002). *Creative Destruction, How Globalization is changing the World's Culture*. New Jersey, United States: Princeton University Press.

- Durepos, C. (2008). *La théorie du 'jeu à deux niveaux' de Robert D. Putnam: La position du Brésil dans les négociations entre le Mercosur et l'Union européenne pour la signature d'un accord de libre-échange*. (Mémoire de maîtrise). Récupérer de http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/essai_durepos.pdf
- During, S. (1997). *The Cultural Studies Reader*. New York, United States: Routledge.
- Evans, P., Jacobson, H., & Putnam, R. D. (1993). *Doubled-Edged Diplomacy: International Bargaining and Domestic Politics*. London, England: University of California Press editions.
- Gagné, G. (1999). Libéralisation et exception culturelle: le différend canado-américain sur les périodiques. *Études internationales*, 30(3/4), 571-587. doi: 10.7202/704057ar
- Gagné, G. (2000). Mondialisation, régionalisation et questions identitaires : le Canada, le Québec et l'exception culturelle. *Revue québécoise de droit international*, 13(1), 277-288.
- Gagné, G. (2005). La diversité culturelle: vers une convention internationale effective?. *Collection Point Chauds, Saint-Laurent*, 37(1), 212. doi: 10.7202/013431ar
- Gagné, G. (2009). Le rôle du Québec dans la promotion de la diversité culturelle et linguistique au sein des organisations internationales. In R. Laliberte (Ed.). *À la rencontre d'un Québec qui bouge: introduction générale au Québec* (pp. 265-277). Paris, France: Éditions du CTHS.
- Gagné, G. (2011a). Édition spéciale: la Convention sur la diversité des expressions culturelles. *Centre D'études Sur L'intégration et la Mondialisation – CEIM*, 1-13. Récupérer de http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6288
- Gagné, G., & Vlassis, A. (2011b). Ratification par le congrès américain de trois accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et le Panama: des implications pour la diversité des expressions culturelles. *Chronique Culture, commerce et numérique*, 6(10), 1-9. Récupérer de <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/BulletindecembreOIF.pdf>
- Hall, S. (2000). The local and the global: globalization and ethnicity. In A. D. King (Ed.). *Culture, Globalization and the World-System: Contemporary Conditions for the Representation of Identity* (pp.19-40). Minneapolis, United States: University of Minnesota Press.
- Handwerker, P. (2008). The construct validity of cultures: cultural diversity, cultural theory, and a method for ethnography. *American Antropologist*, 104(1), 106-122. doi: 10.1525/aa.2002.104.1.106

- Lachapelle, G., & Maltais, B. (2005). Diversité culturelle et stratégies subétatiques: le cas du Québec. *Revue internationale de Politique Comparée*, 12(2), 143-159. doi: 10.3917/ripc.122.0143
- Lachapelle, G. (2008). *Diversité culturelle, identités et mondialisation: de la ratification à la mise en œuvre de la convention sur la diversité culturelle*. Québec, Canada: Les Presses de l'Université Laval.
- Leander, A. (2001). Bertrand Badie cultural diversity changing international relations? In I. B. Neumann, & O. Waenver (Eds.). *The Future of International Relations: Masters in the Making?* (pp.145-178). Londres, England: British Library Cataloguing.
- Lebert, C. (2012). *La diversité culturelle sous l'égide de la Convention de l'Unesco, une analyse du rôle des États-nations et du marché*. (Mémoire de maîtrise). Récupérer de https://papyrus.bib.umontreal.ca/jspui/bitstream/1866/7093/2/Lebert_Ghali_Caroline_2012_memoire%20.pdf.
- Maltais-Provencher, B. (2011). *Le rôle du Québec dans le dossier de la diversité culturelle. L'affirmation internationale d'une entité fédérée*. (Mémoire de maîtrise). Récupérer de <http://constellation.uqac.ca/183/1/030105646.pdf>
- Martin, É. (2005). Le projet de Convention internationale sur la diversité culturelle comme réponse au marché mondial de la culture. *Études internationales*, 36(2), 201-217. doi: 10.7202/011415ar
- Mattelart, A. (2005). *Diversité culturelle et mondialisation*. Paris, France: La Découverte.
- Mauviel, M. (2011). *L'histoire du concept de culture: le destin d'un mot et d'une idée*. Paris, France: L'Harmattan.
- Meer, N. (2011). How does Interculturalism Contrast with Multiculturalism? *Journal of Intercultural Studies*, 33(2), 175-196. doi: 10.1080/07256868.2011.618266
- Mehnert, A. (2000). Building bridges between Art and Society in Latin America: Latin America Network of Art for Social Transformation. In A. Sekhar, & A. Steinkamp, (Eds.). *Mapping cultural diversity. Good practices from around the globe: A Contribution to the Debate on the Implementation of the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions* (pp. 64-66). Bonn, Germany: German Commission for UNESCO, Asia-Europe Foundation.
- Ministerio de Cultura de Colombia. (2010). Política de diversidad cultural. En Ministerio de Cultura de Colombia (Ed.). *Compendio de Políticas Culturales* (pp. 371-396). Bogotá, Colombia: Ministerio de Cultura de Colombia.

- Ministerio de Cultura de Colombia. (2010). Primera parte: Contextos. En Ministerio de Cultura de Colombia (Ed.). *Compendio de Políticas Culturales* (pp. 20-22). Bogotá, Colombia: Ministerio de Cultura de Colombia.
- Rey, G. (2010). Las Políticas Culturales en Colombia: La progresiva transformación de sus comprensiones. En Ministerios de Cultura de Colombia (Ed.). *Compendio de Políticas Culturales* (pp. 23-48). Bogotá, Colombia: Ministerio de Cultura de Colombia.
- Ministerio de Cultura de Colombia. (2010). Sección 5. En Ministerio de Cultura de Colombia (Ed.). *Compendio de Políticas Culturales* (p.624). Bogotá, Colombia: Ministerio de Cultura de Colombia.
- Ministerio de Cultura de Colombia. (2010). Política de gestión internacional de la cultura. En Ministerio de Cultura de Colombia (Ed.). *Compendio de Políticas Culturales* (pp. 625-643). Bogotá, Colombia: Ministerio de Cultura de Colombia.
- Bernier, I. (2003). Un nouvel accord international sur la diversité culturelle: objectif, contenu et articulation à l'OMC. *Infolettre sur la diversité des expressions culturelle*, 3(4), 1-13. Récupérer de http://www.diversite-culturelle.qc.ca/index.php?id=110&L=0&tx_bulletinsirre_pi1%5Byear%5D=2003&tx_bulletinsirre_pi1%5Bidbulletin%5D=792
- Bernier, I., & Ruiz Fabri, H. (2006). *La mise en œuvre et le suivi de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Perspective d'action*. Québec, Canada: Ministère de la Culture et des Communications du Québec.
- Bernier, I. (2007). Un aspect important de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et promotion de la diversité des expressions culturelles: le fonds international pour la diversité culturelle. *Diversité des expressions culturelles*, 1-20. Récupérer de <http://www.diversite-culturelle.qc.ca/fileadmin/documents/pdf/fonds-diversite-culturelle.pdf>
- Bernier, I. (2009). *Les relations entre la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et les autres instruments internationaux. L'émergence d'un nouvel équilibre dans l'interface entre le commerce et la culture*. *Diversité des expressions culturelles*, 1-24. Récupérer de http://www.cdc-ccd.org/IMG/pdf/IvanBernier_Relations_entre_Convention_Unesco_instruments_internationaux-2.pdf
- Musitelli, J. (2006). La Convention sur la diversité culturelle. Anatomie d'un succès diplomatique. *Revue internationale et stratégique*, 62(2), 11-22. doi: 10.3917/ris.062.0011

- Musitelli, J. (2006). Les États-Unis et la diversité culturelle. Histoire d'un rendez-vous manqué. *Politique américaine*, 5(2), 73-87. doi: 10.3917/polam.005.0073
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2004). Partie I : Commentaires généraux des États membres. *Avant-projet de Convention sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques*. Récupérer de <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001385/138520m.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2005). Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. *Convention*, 1-7. Récupérer de <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001429/142919f.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2009). Conférence des Parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Deuxième session. *Diversité des expressions culturelles*, 1-49. Récupérer de http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/diversity/pdf/convention_2005/CoP/Resolutions_2CP_fr.pdf
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2011a). Conférence des Parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Troisième session, Point 9 de l'ordre du jour provisoire: Stratégie de levée de fonds pour le Fonds international pour la diversité culturelle(FIDC). *Diversité des expressions culturelles*, 1-5. Récupérer de http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/Conv2005_3CP_9_IFDC_Fundraising_Strategy_FR.pdf
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2011b). Conférence des Parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Troisième session. *Diversité des expressions culturelles*. Récupérer de http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/Conv2005_3CP_INF5_Fundraising_terms_of_reference_fr.pdf
- Pool, C. (2013). Balance coalicion de la diversidad cultural. Recovered from <http://cdc-ccd.org/Bilan-annuel?lang=es>
- Putnam, R. (1988). Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games. *International Organisation*, 42(3), 427-460. doi: 10.1017.S0020818300027697
- UNESCO. (2005). Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. *Organisation des Nations Unies pour L'éducation, la science et la culture*. Récupérer de http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=31038&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

- Mondiacult. (1982). Mexico Declaration on Cultural Policy. *UNESCO*. Récupérer de http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php-URL_ID=12762&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
- Velazquez, S. (2000). A Journey through Colombian Music: the cartography of musical Expressions in Colombia. In A. Sekhar, & A. Steinkamp, (Eds.). *Mapping cultural diversity. Good practices from around the globe: A Contribution to the Debate on the Implementation of the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions*, (pp.119-121). Bonn, Germany: German Commission for UNESCO, Asia-Europe Foundation.
- Vlassis, A. (2010). *Stratégie(s) d'acteur(s) et construction des cadres normatifs internationaux : De l'exception culturelle à la diversité culturelle* (Thèse de doctorat). Récupérer de <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00529353/document>
- Vlassis, A. (2011). La mise en œuvre de la Convention sur la diversité des expressions culturelles: portée et enjeux de l'interface entre le commerce et la culture. *Études internationales*, 42(4), 493–501. Récupérer de <http://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/176600/1/EtudesinternationalesVlassis-libre.pdf>
- Vlassis, A. (2011). Les enjeux de la Convention sur la diversité des expressions culturelles. *INA Global*. Récupérer de <http://www.inaglobal.fr/droit/article/les-enjeux-de-la-convention-sur-la-diversite-des-expressions-culturelles>
- Vlassis, A. (2012). Développement culturel. La Relance du Fonds pour la promotion de la culture et ses implications institutionnelles et politiques. *L'observatoire - Les inédits*, 1-5. Récupérer de [http://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/176758/1/observatoiredes-politiquesculturelles-libre\(2\).pdf](http://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/176758/1/observatoiredes-politiquesculturelles-libre(2).pdf)
- Wise, P. (2002). Cultural policy and multiplicities. *International Journal of Cultural Policy*, 8(2), 221–231. doi: 10.1080/1028663022000009614
- Wolff, J. (2000). The Global and the Specific: Reconciling Conflicting Theories of Culture. In A. D. King, (Ed.). *Culture, Globalization and the World-System: Contemporary Conditions for the Representation of Identity* (pp.161–174). Minneapolis, United, States: University of Minnesota Press.